

Décembre 2013
volume n°3 / numéro n°2
www.agronomie.asso.fr

Agronomie

environnement & sociétés

La revue de l'association française d'agronomie



Conseil et formation
en agronomie :
Adaptation aux nouveaux défis de l'agriculture

Association Française
AGRONOMIE



Agronomie, Environnement & Sociétés est une revue à comité de lecture et en accès libre éditée par l'Association Française d'Agronomie (AFA) sous le numéro ISSN 1775-4240. Plus d'informations www.agronomie.asso.fr/aes. L'AFA est une association à but non lucratif qui publie des travaux en accès libre.

Les articles sont publiés sous la licence Creative Commons2.0. La citation ou la reproduction de tout article doit mentionner son titre, le nom de tous les auteurs, la mention de sa publication dans la revue AE&S et de son URL, ainsi que la date de publication.

Conseiller et former en agronomie : des métiers en mouvement pour un nouveau continuum Recherche-formation-développement

M. CERF⁽¹⁾, J.J. GAILLETON⁽²⁾,
C. LECLERCQ⁽³⁾, P. PREVOST⁽⁴⁾

⁽¹⁾ Chercheur, Inra Paris-Grignon

⁽²⁾ Inspecteur d'agronomie, Inspection de l'enseignement agricole, DGER

⁽³⁾ Enseignant-chercheur, LaSalle-Beauvais

⁽⁴⁾ Directeur de l'enseignement et de la Vie Etudiante, Montpellier SupAgro

La loi d'avenir sur l'agriculture en préparation devrait préciser ce qui est attendu des organisations qui forment, accompagnent et conseillent les agriculteurs au cours de leur vie professionnelle. Elle s'inscrit dans le prolongement de ce qui a été initié suite au Grenelle de l'Environnement, du plan Ecophyto et du plan Bio, qui s'est traduit plus récemment par le « slogan » *Produisons Autrement* et par le soutien à des groupes innovants développant des pratiques agro-écologiques dans leurs territoires. Elle devrait entériner la volonté de créer les conditions d'une transition vers une agriculture à double performance économique et environnementale. Cette dynamique française est aussi à resituer dans le paysage Européen, avec les nouvelles orientations de la Politique Agricole Commune et le Partenariat Européen pour l'Innovation : accompagner une transition en soutenant l'innovation au plus près des agriculteurs pour créer les conditions d'une agriculture économiquement compétitive et plus respectueuse de l'environnement.

Dans cette évolution, la France est un des rares pays Européens à ne pas avoir privatisé le conseil dans les années 1980 à 1990. Chez nos voisins, cette privatisation s'est accompagnée d'une évolution des métiers et des organisations (Laurent et al., 2006)¹. Parallèlement, les questions environnementales ont été plutôt déléguées à d'autres acteurs, ce qui peut engendrer une difficulté à construire une cohérence entre performance économique et environnementale. Par ailleurs, la France a un système d'enseignement agricole supérieur et professionnel original, sous tutelle du Ministère en charge de l'agriculture, qui lui permet d'adapter les dispositifs de formation agricole et agronomique en réponse aux évolutions des politiques publiques.

Ce numéro aborde les conséquences que la mise en œuvre de la transition proposée par les politiques française et eu-

ropéenne peut avoir pour ceux qui, demain, formeront, conseilleront, accompagneront les agriculteurs vers une agriculture doublement performante. Il s'attache plus particulièrement à appréhender la façon dont l'agronomie est saisie, travaillée, mise à contribution pour accompagner une telle transition.

L'Afa et les questions de transmission et capitalisation des savoirs agronomiques

L'Afa avait, lors de sa création, constitué un groupe de travail visant à réfléchir sur les processus de capitalisation et de transmission des savoirs agronomiques. En effet, la difficulté de rendre facilement accessibles les nouveaux savoirs produits par la recherche, l'éclatement relatif du dispositif de formation supérieure, les liens trop faibles entre les formateurs au sein des lycées techniques et des établissements d'enseignement supérieur, comme entre les lieux de formation et les acteurs du conseil ou l'accompagnement, avaient incité l'Afa à s'interroger sur la façon de refaire du lien, sur la possibilité aussi de capitaliser sur des expériences ayant conduit à resserrer ces liens, sur les actions éventuelles qu'elle pouvait soutenir ou initier pour ce faire. Ce numéro est en partie issu de cette réflexion et des travaux qui ont été conduits par les membres du groupe. Il marque un point d'étape, et souhaite contribuer au débat en cours sur les métiers du conseil et de l'accompagnement, sur la rénovation des référentiels dans les lycées agricoles, sur les dispositifs qui permettent aujourd'hui de renouer des liens entre recherche, formation et développement, comme le font les Réseaux Mixtes Technologiques par exemple.

Revisiter les situations professionnelles des agronomes ?

Qui sont ceux qui conseillent et accompagnent les agriculteurs vers une agriculture doublement performante ? Force est bien sûr de faire le constat d'une grande diversité d'acteurs et d'organisations qui y participent, avec chacun leur façon d'envisager ce qui apparaît utile pour être efficace dans ce processus de conseil et d'accompagnement. Paul Olry et Bertrand Omon débattent ensemble sur ce qui change dans le métier de conseiller dès lors qu'il s'agit d'intégrer un raisonnement à l'échelle du système de culture, et d'aider l'agriculteur à se projeter dans une approche plus stratégique de la conduite des cultures que celle qui a prévalu jusqu'ici. Différents textes font écho à ce premier échange en présentant ce qui a pu être mis en place par le réseau agriculture durable-CIVAM, par une coopérative comme Vivescia ou encore par des chercheurs en lien avec des riziculteurs et leurs conseillers en Camargue, et enfin, en Belgique, autour de la mise en œuvre de la directive nitrates. Dans tous les cas, les situations professionnelles dans lesquelles agissent les agronomes changent, ce qui provoque de nouvelles façons de travailler, dont ces textes font état. Ces textes permettent aussi de constater que la place relative des différents acteurs, agriculteurs, conseillers, accompagnateurs, chercheurs, se trouve interrogée. Au-delà du statut professionnel, se révèlent des rôles que l'un ou l'autre peut prendre en fonction des configurations de travail, rôles qui renvoient à un processus d'exploration collective de nouvelles façons de cultiver mettant en jeu des connais-

¹ Laurent C., Labarthe P., Cerf M. (2006). L'Europe et le conseil agricole. Évolutions récentes dans six pays de l'UE. In Rémy J., Brives H., Lémery B. (Éds.), *Conseiller en agriculture*, Dijon, Éditions Educagri, p. 103-118.

sances à produire et à valider selon des démarches qui s'inventent aussi au cours de ce processus d'exploration. Si dans tous les cas l'agronomie est bien au cœur, la façon dont le raisonnement agronomique est construit et mobilisé, et les connaissances qui sont développées peuvent varier, et c'est aussi à cela qu'il faut dès lors préparer les acteurs. L'analyse des situations professionnelles devient ainsi un enjeu qui peut être au cœur des formations tant des agriculteurs que des conseillers ou des chercheurs. L'analyse de la formation « Conseiller demain en agronomie : cultures assolées », la présentation de la formation des enseignants de lycées agricoles pour travailler avec les étudiants sur la réduction des pesticides, la formation à la recherche-action des chercheurs, offrent des exemples de la façon dont l'agronomie peut se mêler à une approche du métier pour aider ceux et celles qui les exercent à développer leur activité professionnelle de façon à accompagner une transition vers une agriculture doublement performante.

Revisiter les formations initiales destinées aux agriculteurs et aux agronomes ?

Dans la mesure où les situations professionnelles changent mais restent très diverses, comment l'enseignement agricole technique ou l'enseignement supérieur agronomique ont-ils ajusté leurs cursus, leurs contenus, leurs méthodes ? Le groupe de travail de l'Afa a été à l'origine d'enquêtes permettant de faire un état des lieux sur ces questions et de mettre en avant certaines difficultés ou certaines innovations. Ainsi, dans le domaine de l'enseignement technique, le renouvellement des référentiels, construits à partir d'une analyse prospective du métier, permet de rapprocher les formations de la réalité professionnelle et favorise l'utilisation de méthodes pédagogiques plus actives, avec une prise en compte accrue de la complexité, de la diversité des manières de produire ou des indispensables démarches collectives. En particulier, il est important que les enseignants développent une capacité à travailler à partir des situations réelles, et puissent mieux appréhender les situations professionnelles des agriculteurs et celles des conseillers et autres acteurs qui les accompagnent. Un exemple de ce qui peut être construit dans cet esprit est présenté à partir d'expériences menées dans le cadre de l'action 16 du plan Ecophyto. Sont ainsi mises en exergue les innovations pédagogiques qui s'organisent autour des exploitations des lycées agricoles qui se sont engagées dans une refonte de leur système et deviennent ce qui peut être considéré comme des plateformes innovantes d'expérimentation agroécologique. L'enseignement associé à ce travail permet alors aux élèves d'apprendre et de toucher du doigt ce que signifie pour un agriculteur d'être dans une démarche d'innovation (prise de risque, exploration et test, recherche d'information auprès des pairs par exemple). L'enseignement supérieur est aussi touché par ces évolutions. Malgré la diversité des cursus d'agronomie dans les écoles d'ingénieurs, la formation au raisonnement agronomique et la place accordée à l'approche des systèmes de cultures à différentes échelles restent primordiales, comme l'importance donnée à une compréhension des actes techniques et de ce qui les détermine, en mobilisant pour ce faire des sciences économiques et sociales. C'est plus

l'agronomie des territoires, la façon dont elle mobilise l'écologie, la géographie, la socio-anthropologie, qui semble aujourd'hui différencier les formations, à un moment où, sans doute, cette agronomie est essentielle pour accompagner les transitions.

Quels moyens mis en œuvre pour « relancer l'agronomie » ?

Au-delà de la formation initiale, et en lien avec les dispositifs conçus pour accompagner des agronomes professionnels, qu'ils soient formateurs, conseillers, chercheurs, il existe aussi des dispositifs qui, dans une certaine mesure, contribuent ou freinent la possibilité de mobiliser l'agronomie au service d'une transition vers une agriculture doublement performante. Au début des années 1980, la Relance Agronomique a été un dispositif important financé par les pouvoirs publics et soutenu par la profession agricole, qui a permis de développer des programmes régionaux et de former à l'agronomie, pendant une dizaine d'années, des acteurs de différentes structures. Le témoignage de ceux et celles qui ont participé à cette formation, comme la comparaison avec ce qui a été mis en place en termes de formation dans le cadre du GIS Relance Agronomique, permet de mesurer l'écart entre ce qui a été fait et ce qui est en place aujourd'hui, et de pointer les différences. Mais d'autres ressources sont aussi disponibles pour venir renforcer la façon dont l'agronomie peut évoluer et être mobilisée au service d'une transition : les projets Cas-Dar comme les RMT sont des lieux où s'opérationnalisent des connaissances, se construisent des réseaux, s'inventent des méthodes permettant de revisiter les relations, étroites mais mouvantes, entre agriculture et agronomie, en vue peut-être de ce qui pourrait s'appeler une relance de l'agro-écologie au service d'une agriculture doublement performante ?